Sud
LE P'TIT CAILLOU
DANS LA CHAUSSURE
n°21 — avril 2011

Les pompiers pyromanes de l'UMP

Ça y est, c'est reparti ! Emmerdes en 2009. Emmerdes en 2010. Et doubles emmerdes en 2011 : budget urgence et, cette fois-ci, budget centre d'hébergement en baisse. Merci qui ? Merci Sarkozy ! Faut faire des économies dit-il… Or, le social, ça coûte cher et ça rapporte rien. Et surtout les pauvres, zavaient qu'à travailler à l'école. Et pis, faut qui méritent leurs aides. La ligne droitière (pour ne pas dire frontiste) et ultralibérale, adoptée par les Sarkozy, Copé, Hortefeux, Mariani et autres Guéant, fait des ravages partout, sauf dans les rangs des classes possédantes. Petits arrangements entre coquins.

Pour la partie CHRS, **cela provoque une baisse calculée (pour le moment !) à 180.000€ (sur un total d'un peu plus de quatre millions) et une suppression de trois postes et demi : deux et demi sur le PAU et sur le travail de rue et un sur le CHRS Camille Mathis**. Mais qui cette année, chance !, devrait être absorbée par la création, courant 2011, de deux nouveaux services à ARS Pierre Vivier (le Foyer d'accueil médicalisé - FAM - et les Appartements de coordination thérapeutique - ACT). Mais cela ne se reproduira pas en 2012.

Pour la partie urgence, au rythme où se font actuellement les dépannages, nous aurions quasiment le double de nuits d'hôtel à la fin de l'année (100.000 en 2010 et une projection de 190.000 en 2011). Imaginez le trou dans le budget, vu ce qu'on a déjà vécu fin 2010. Sans rallonge budgétaire et si l'ARS ne veut pas plomber ses comptes, **la direction va fort probablement stopper les accueils d'urgence, supprimer encore des postes et mettre à la rue une bonne partie des personnes déjà hébergées.** Et ainsi s'asseoir sur l'inconditionnalité de l'accueil, pourtant imposée par le même État défaillant.

Et là, on en revient à cet État démagogique qui marche sur la tête, en nous balançant des circulaires nous imposant d'accueillir toutes les personnes en galère d'hébergement (ce qui est bien) et ne nous donnant pas les moyens de le faire. Et surtout, on retrouve une nouvelle fois touTEs ces éluEs, responsables et encartéEs UMP (dont une bonne partie de nos administrateurs) qui foutent le feu, entre autres au secteur social, quand ils sont à Paris (comme avec la RGPP) ou quand ils appellent toujours à soutenir, contre vents et marées, Sarkozy et qui, quand leur association est touchée de plein fouet par leur propre politique ultralibérale, s'agitent beaucoup dans les médias locaux.

Quand ils sont planqués dans leur réunion politique ou sous les ors de la république, les membres de l'UMP veulent que les plus pauvres d'entre nous morflent, dorment dans la rue et crèvent la gueule ouverte. Alors qu'ils viennent l'assumer en rencontrant les gens qui squattent chaque jour devant l'accueil d'urgence de Nancy. Intolérable !

Sheila Louthfinal

AME ? Touchée. Coulée.

AME ? Vous avez dit AME ? Aide Médicale de l'État ? Moi, j'aurais plutôt penché pour Arrêt de Mort pour les Etrangers malades. Côté santé, il n'y a pas de petites économies selon notre gouvernement, quand bien même l'AME ne touche qu'environ 200.000 personnes, sur un total d'un peu plus de 60 millions d'habitants. Faites le calcul ! Mais c'est un fait, l'AME a failli passer à un statut d'aide payante et fortement encadré par la loi concernant les finances publiques.

Instaurée en 2000 par Martine Aubry et Bernard Kouchner, sous le gouvernement Jospin, cette aide donne droit, aux étrangerEs en situation irrégulière, et qui sont en France depuis plus de trois mois, à bénéficier de soins gratuits. Pour cela, la personne en situation irrégulière doit fournir des papiers d'identité, s'acquitter de preuves justifiant une domiciliation sur le territoire national et avoir comme ressources mensuelles moins de 634 €. Ce dispositif entre dans le cadre d'une volonté d'aide aux plus démunis, mais il est aujourd'hui remis en cause par un certain nombre d'amendements, lourds de conséquences pour la santé individuelle et a fortiori pour la santé publique.

Le 2 novembre dernier, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi visant à réduire l'aide aux soins et à y imputer un droit d'accès, sous forme de timbre fiscal de 30 euros. Sous l'impulsion de Roselyne Bachelot (ministre de la santé), qui a insisté sur le fait que cette somme allait servir à *« couvrir les frais d'ouverture du dossier et la fabrication de la carte sécurisée »*. De plus, les députéEs ont insisté sur le fait que, selon eux, il existait un *« tourisme médical »*. Voilà la bonne parole délivrée par notre gouvernement, toujours prêt à effectuer des économies de bout de chandelles, sur le dos de la population la plus précaire. Surtout quand elle est ou quand elle a des origines étrangères...

Ensuite, le 4 décembre, les sénateurs ont supprimé le droit d'entrée de 30 euros, contre l'avis du gouvernement. Un autre amendement a été supprimé : une disposition excluant de l'AME les actes à *« faible service médical rendu »*, comme *« le traitement de la stérilité »* ou *« les cures thermales »*. A croire que, selon le gouvernement UMP, les sans-papiers se pointent en France, après plusieurs milliers de kilomètres pour profiter d'une petite cure de jouvence ou enfanter sur notre beau territoire pour obtenir des papiers. Qui sait ?

Mais après un second passage au parlement, l'amendement concernant un droit d'entrée à cette AME est finalement passé. L'admission à l'aide médicale est maintenant subordonnée, depuis le 1er mars, au paiement d'une contribution de 30 euros, pour chaque bénéficiaire majeur. Bonjour le progrès social !

Le Rumoriste

Journal du syndicat SUD-ARS (secteur social – Nancy). Délégué syndical : Jean-François DIDOT.
Tél. : 03.83.73.26.81, e-mail : sud.ars@free.fr et plus d'informations sur http://sud.ars.free.fr

Elections à Regain-54

Il y a un an, quatre salariéEs de Regain-54 (groupement entre Le Gîte familial, l'ALASA et l'ASLORAL) décident de créer une nouvelle section syndicale : SUD Regain-54. Depuis notre création, nous avons eu du pain sur la planche : participation au mouvement contre la réforme des retraites, en mettant en avant la grève générale comme seul moyen de gagner contre le gouvernement, participation à l'intersyndicale CHRS nancéienne pour promouvoir et défendre l'action sociale démantelée par l'UMP, grève de deux jours au CHRS Marguerite Vallette pour dénoncer la suppression d'un poste de travailleur social et, pour finir, la négociation du protocole électoral en vue des élections professionnelles qui se sont tenues fin 2010.

Notons tout d'abord que la négociation du protocole électoral a été longue et infructueuse. Aucune organisation syndicale n'a signé le protocole prévoyant la restriction du droit des représentants du personnel, par la mise en place d'une Délégation unique du personnel (DUP), avec seulement 3 éluEs pour tout le groupement. En effet, la DUP créé des « *super* » représentantEs du personnel, qui cumulent les fonctions de membre du Comité d'entreprise et de déléguéE du personnel. Avec seulement 20 heures de délégation ! C'est l'arnaque ? OUI. Nous avons aussi dénoncé la cynique division des salariéEs entre eux, en prévoyant deux collèges électoraux. Drôle de conception du « *dialogue social* » de la part de la direction de Regain-54.

L'implication des militantEs de SUD et les idées avancées ont été bien perçues par les salariéEs qui nous ont permis d'avoir une élue titulaire sur le collège 1 (contrat aidé, moniteur éducateur, maîtresse de maison, administratif). A quelques voix près, nous avons aussi failli avoir une élue sur le collège 2 (travailleur social, chef de service, administratif).

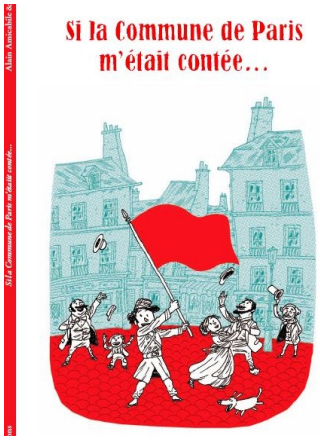
Les résultats des élections professionnelles (voir tableau ci-dessous) ont montré qu'il y avait une place pour un syndicalisme de lutte, engagé sur un changement social. Nous espérons que les thèmes avancés par SUD (œuvres sociales en fonction des salaires, défense de l'emploi, résistance au démantèlement de notre convention collective, participation à l'intersyndicale CHRS, etc.), dans les instances DP et CE trouveront un écho avec les autres éluEs CFDT et FO.

En tout cas, n'oublions pas que les élections ne sont pas une fin en soi et que seule l'implication active des salariéEs remplacera le moribond dialogue social…

Résultats collège 1 - titulaires	Résultats collège 2 - titulaires
(78 électeurs, 53 votants)	(38 électeurs, 32 votants)
CFDT = 17 voix : Elu	CFDT = 17 voix : Elu
FO = 14 voix	SUD = 14 voix
SUD = 19 voix : Elu	

Devinette…

Si je vous dis : suppression de la peine de mort, séparation de l'Eglise et de l'État, suppression du budget des cultes, droit au logement, interdiction aux propriétaires et aux hôteliers d'expulser leurs locataires pour cause de loyers impayés, réquisition des logements abandonnés, mise en place d'une assurance chômage, création de cantines et restaurants économiques, égalité des salaires entre hommes et femmes dans la fonction publique, etc. vous me dites quoi ?



Que l'Union syndicale Solidaires et que le syndicat SUD sont de doux rêveurs ? Que les militantEs de SUD-ARS se sont encore une fois un peu trop lâchéEs lors de leur dernière réunion syndicale, l'Armagnac aidant ? Que c'est un extrait du programme d'un de ces partis politiques, certes révolutionnaires, mais surtout irresponsables ? Et si j'ajoute que ce n'est qu'un extrait des décisions démocratiques qui ont été appliquées en France, vous me croyez ? Non ?

Alors lisez le livre d'Alain Amicabile, *« Si la Commune de Paris m'était contée... »*, édité aux Editions Ingénu (basée à Vandœuvre-lès-Nancy). Et retrouvez, de manière plutôt résumée, cette aventure intéressante (mais au destin tragique) du peuple de Paris qui, en 1871, a pris seul son quotidien en main, en décidant de ce qui était bon pour lui. Quelle leçon pour nos mouvement sociaux, nos rêves et nos espoirs ! Vive la Commune et les CommunardEs !

Edmond de La Richolle

PS : A commander sur le net pour 5€, www.ingenu-editions.com

Crise au Sarkozistan

ChèrEs cousinEs de l'ARS, je me permets d'écrire ces quelques lignes dans *Le P'tit caillou* pour vous conseiller la lecture d'un ouvrage fort intéressant : « *Crise au Sarkozistan* ».

A travers ce petit livre d'une centaine de pages, un observateur étranger, dont on ne connait ni le nom ni l'origine, dépeint la France d'aujourd'hui, telle qu'il la perçoit de l'intérieur, avec son regard de néophyte. Ce procédé stylistique est hérité du siècle des Lumières et plus précisément des *« Lettres persanes »* écrites par Montesquieu, pour critiquer le roi et la société, tout en échappant à la censure. Comme quoi le temps passe, mais la société n'évolue guère…

Cette lecture nous permet de sortir de l'ethnocentrisme dans lequel nous plongent les médias en général. Cela en proposant une critique acerbe de certaines déviances dont se rend auteur régulièrement l'État, ses représentantEs et toute sa cour. En gros, les élites du Sarkozistan. Ce livre nous rappelle que vu de l'extérieur, des choses qui ne choquent plus, ou alors peu, du fait de leurs constantes répétitions restent inadmissibles. Mais aussi que d'autres faits sont passés sous silence ou alors détournés, pour amoindrir leur monstruosité au regard des citoyenNEs.

Cet ouvrage, impulsé (et peut-être écrit) par Daniel Schneidermann, est accessible au prix de 10 euros. Il est à noter que l'on ne peut pas l'acheter en librairie. On ne peut le trouver que sur le site Internet : www.arretsurimages.net Cette décision de ne pas passer par le système habituel de vente s'explique par son intention de dénoncer les dérives commerciales, liées à la publication des ouvrages littéraires. Bonne lecture…

Grain de sel